

Merci de respecter la mise en forme de ce document (police, caractères, marges, etc)

Formulaire de restitution d'une synthèse

Arrondissement : Metz

Type de réunion

Réunion de lycée professionnel public

Merci de supprimer les intitulés qui ne correspondent pas à votre situation

Discussion sur le constat (facultatif) (titres en arial gras corps 12)

Ici texte saisi sans utiliser le gras en times 11, interligne normal

Numéro et titre du premier sujet traité

01 Quelles sont les valeurs de l'école républicaine et comment faire en sorte que la société les reconnaisse ?

- la transmission des connaissances est primordiale
- il est parfois nécessaire de débattre avant d'enseigner
- l'institution école doit respecter scrupuleusement la loi si elle veut que l'élève la respecte : exemplarité
- le respect de la loi est facteur d'intégration
- les parents sont exclus du fonctionnement de l'école : manque d'implication, désintérêt, défaut d'implication, manque de volonté de l'institution, mauvais fonctionnement du partenariat pourtant souhaitable
- il y a nécessité de valeurs communes, telles que le respect, à la fois à la maison et à l'école
- le règlement intérieur fixe les limites de la correction
- la libération des mœurs dans la société ne facilite pas l'acceptation de contraintes à l'école
- une tenue vestimentaire correcte est exigée à l'école comme sur le futur lieu de travail
- les enseignants n'ont pas de moyen de pression pour faire appliquer le règlement ; ils doivent se sentir soutenus par leur hiérarchie
- les élèves suivent les modes et n'exercent pas de jugement critique
- le jugement critique n'est pas exigé
- l'expression personnelle est privilégiée par rapport à la confrontation d'idées
- la formation du citoyen relève de la responsabilité de l'école
- il n'y a pas de loi républicaine universellement reconnue à l'école
- l'école doit être un univers préservé
- le sens de l'effort doit être mis en valeur et s'opposer à la consommation facile prônée par une société privilégiant les loisirs
- l'école ne peut ignorer les lois du monde du travail
- l'école ne peut s'isoler complètement de la société et doit sans cesse ajuster ses positions : tantôt s'ouvrir, tantôt se protéger
- l'enseignant d'aujourd'hui a également changé
- le monde a changé ; l'école aussi doit changer et s'adapter
- le débat ne doit pas être un faux-semblant qui exprime l'autosatisfaction des enseignants
- l'État déserte le champ éducatif
- l'éducation relève d'abord de la famille
- l'image des enseignants véhiculée par les media est faussée, car les media ne sont pas neutres
- l'impact des media est très fort : c'est en travaillant que l'on réussit, bien que les media prétendent l'inverse (tv réalité)
- l'école doit signifier sa différence et être exigeante
- l'enseignant doit faire progresser l'enfant et se remettre en question

Numéro et titre du deuxième sujet traité

07 Comment améliorer la reconnaissance et l'organisation de la voie professionnelle ?

- le collègue qui oriente en LP ne doit pas être considéré comme par l'institution comme étant en échec
- l'État dévalorise les connaissances techniques et professionnelles ; il doit diversifier les orientations ; comment peut-il valoriser la voie professionnelle, s'il privilégie la voie générale ?
- les formations professionnelles doivent poursuivre l'enseignement de deux langues vivantes
- la voie professionnelle est une voie de réussite et doit le faire savoir : vidéos sur les formations, témoignages d'anciens élèves, informations vraies
- importance des stages en entreprise qui pourraient se dérouler sur la continuité
- il faut informer mieux les collègues (personnels et élèves)
- la persistance de « voies royales » et la mauvaise conjoncture économique faussent l'orientation (par la négative et non par goût) ; il faut permettre à un « bon élève » d'aller en LP, si tel est son souhait
- l'accueil en LP n'est pas toujours optimum (installations)
- la mauvaise image du travail manuel est liée aux bas salaires
- le LP doit être exigeant sur le niveau à atteindre en fin de formation et ne pas « brader » ses diplômes
- le travail manuel est quasi absent de l'emploi du temps en collège ; les cours qui y font appel sont faiblement coefficientés
- le LP assure une formation de base solide qui sera confirmée en formation continue
- les futurs enseignants devraient être mieux informés sur le système éducatif (stages en LP, même si l'on ne se destine pas y travailler)
- pour une meilleure collaboration avec l'entreprise, nécessité d'une reconnaissance du rôle du tuteur (l'entreprise doit faciliter son implication dans la formation du jeune)
- importance de la durée des stages
- les parrainages sont des liens privilégiés école/entreprise
- la politique de restriction budgétaire ne doit pas éloigner les formations des usagers : nécessité du maintien d'établissements de proximité polyvalents
- les occasions de découvrir les filières professionnelles doivent être multipliées pour les jeunes
- il ne doit pas y avoir d'orientation précoce vers l'entreprise dès le collège
- l'enseignement général et l'enseignement professionnel ne doivent pas être concurrentiels –de même que l'enseignement professionnel public et l'apprentissage
- il faut clarifier les objectifs de chacun
- utilité des classes de 3^{ème} technologiques

Numéro et titre du ...sujet traité

18 Comment, en matière d'éducation, définir et répartir les rôles et les responsabilités respectifs de l'État et des collectivités territoriales ?

- l'EN ne doit pas être soumise au pouvoir politique en place dans une Région : volonté de ne pas dépendre de la majorité régionale aux affaires
- il peut y avoir déconcentration des pouvoirs, mais pas décentralisation, pour sauvegarder une véritable EN : crainte d'une « éducation à deux vitesses »
- la gestion des bâtiments par la Région est plutôt positive
- la gestion des personnels ne doit pas relever de l'échelon régional (aux ATOSS pourraient suivre d'autres personnels)
- la définition des programmes doit rester au niveau de l'État
- crainte pour le maintien des valeurs républicaines communes si régionalisation : il risque de ne plus y avoir « égalité des chances »
- risque de privatisations en chaîne, donc inégalités régionales préjudiciables aux élèves
- régionalisation n'est pas synonyme de transfert de moyens budgétaires, donc risque de détérioration de la qualité de la formation
- regret d'être consultés a posteriori sur la décentralisation
- réticences à accorder plus d'autonomie aux établissements

Remarques complémentaires sur le débat (facultatif)

Ici texte saisi sans utiliser le gras en times 11, interligne normal

Trois priorités pour l'École (une phrase par priorité)

1 l'école laïque et républicaine doit transmettre un solide socle de connaissances dans un cadre préservé

2 la voie professionnelle doit être proposée comme une orientation positive et reconnue pour sa qualité

3 l'éducation doit rester nationale pour garantir l'accès de tous à un enseignement de qualité